

POLITIQUE EN MATIÈRE D'OPÉRATIONS SUR TITRES

1. Introduction

Bitfarms Ltd, ses filiales et ses sociétés affiliées (ci-après dénommées conjointement " Bitfarms " ou la " Société ") s'engagent à maintenir les normes les plus élevées d'intégrité et de responsabilité dans leurs affaires tout en cherchant à développer leur activité et à améliorer la valeur pour les actionnaires. Les lignes directrices et les principes qui régissent la conduite des affaires de Bitfarms sont énoncés dans le code de conduite et d'éthique commerciale (le « code ») disponible à l'adresse www.bitfarms.com.

Dans le cadre de son engagement pour une conduite éthique et responsable des affaires, Bitfarms a formalisé cette politique (cette "**Politique**") pour formaliser les lignes directrices sur la négociation des titres par les membres du conseil d'administration, les dirigeants, les employés, les consultants, les entrepreneurs, les vendeurs et autres initiés conformément aux lois et conformément aux réglementations sur les valeurs mobilières.

Sauf indication contraire, tous les termes définis utilisés dans la présente police ont la signification indiquée à l'annexe « A ».

2. Objectif de la Politique

Cette politique vise à empêcher les transactions abusives sur les titres de Bitfarms et d'autres sociétés pour lesquelles de l'information matérielle non publiques ont été obtenues, ainsi que la communication abusive de ce information. Elle complète la politique de divulgation et de confidentialité de Bitfarms et n'annule pas les responsabilités modifiées en vertu des lois et des réglementations applicables en matière de valeurs mobilières.

3. Application de la Politique

Cette politique s'applique à tous les initiés de Bitfarms, tels que définis dans l'annexe A, et à toute personne en possession d'information matérielle non publiques, en ce qui concerne la négociation des titres de Bitfarms et de ses partenaires commerciaux (y compris les actions, les titres convertibles, les options et autres titres tels que définis dans l'annexe A de cette politique).

4. Communication de la Politique

Des copies de cette politique sont mises à la disposition de toutes les personnes concernées, soit directement, soit par sa publication sur le site Web de Bitfarms à l'adresse suivante www.bitfarms.com. Tous les directeurs, cadres supérieurs et employés seront informés de toute modification importante apportée à la présente politique. Les nouveaux membres du personnel en recevront une copie.

5. Responsabilité Administrative

5.1 Responsable de la Conformité

Le directeur financier agira en tant que responsable de la conformité (le « responsable de la conformité ») pour la présente politique et sera chargé de sa gestion quotidienne, ainsi que du contrôle et de l'application de la conformité à la présente politique. Le responsable de la conformité peut désigner une ou plusieurs personnes pour l'assister dans l'administration de la présente politique.

6. Politiques Particulières

6.1 Information Importante Non Publiques

L'information matérielle non publiques de Bitfarms sont de l'information matérielle (telles que définies dans l'annexe B) qui n'ont pas été « généralement divulguées ». Pour être « généralement divulguées », l'information doivent

- (a) se compose de matière facilement observable;
- (b) être diffusée au public par le biais d'un communiqué de presse et être accompagnée d'un délai raisonnable pour permettre au public d'évaluer l'information; et
- (c) ont été portées à la connaissance d'une manière qui les porterait, ou serait raisonnablement susceptible de les porter, à l'attention des personnes qui investissent habituellement dans des titres d'un type dont le prix pourrait être affecté par l'information et, depuis qu'elles ont été portées à la connaissance de ces personnes, un délai raisonnable s'est écoulé pour qu'elles les diffusent auprès d'elles.

Sauf avis contraire indiquant que le délai est plus long ou plus court, aux fins des paragraphes 6.1(b) et 6.1(c) ci-dessus, un délai raisonnable s'écoulera à la fermeture des bureaux le deuxième jour où la Bourse de Toronto («TSX») est ouverte à la négociation («jour de bourse»), après que l'information importante non publique a été divulguée de manière générale.

Toute personne en possession d'une information matérielle non publique concernant Bitfarms doit traiter cette information matérielle comme confidentielle jusqu'à ce que l'information matérielle ait été généralement divulguée. Se référer à la politique de divulgation et de confidentialité de Bitfarms pour en savoir davantage sur le traitement de l'information confidentielles.

L'information matérielle non publiques ne doivent être divulguées à personne, sauf « dans le cours normal des affaires » (tel que défini à l'article 6.3 de la présente politique). Si une information matérielle non publique a été légalement divulguée dans le cours normal des affaires, toute personne ainsi informée doit comprendre clairement qu'elle doit rester confidentielle et, le cas échéant, signer un accord de confidentialité.

Une information non publique importante ne doit en aucun cas être divulguée à quiconque, y compris dans le cours normal des affaires, si la personne qui envisage de la divulguer sait, ou devrait raisonnablement savoir, que la personne à laquelle l'information non publique importante est divulguée le ferait ou serait susceptible de le faire:

- demander, acquérir ou céder des titres, ou conclure un accord pour demander, acquérir ou céder des titres;
- inciter une autre personne à demander, à acquérir ou à céder des titres, ou conclure un accord pour demander, acquérir ou céder des titres; ou
- conclure un accord pour réaliser l'une des actions susmentionnées.

En cas de doute, toutes les personnes auxquelles la présente politique s'applique doivent consulter le responsable de la conformité pour déterminer:

- la question de savoir si la divulgation dans une circonstance particulière s'abonne dans le cours normal des affaires; et
- si la personne qui se propose de divulguer l'information sait, ou devrait raisonnablement savoir, que la personne à laquelle l'information importante non publique est divulguée

demanderait ou serait susceptible de demander, d'acquérir ou de céder des titres, ou de conclure un accord pour demander, acquérir ou céder des titres, ou de procurer à une autre personne de demander, d'acquérir ou de céder des titres, ou de conclure un accord pour demander, acquérir ou céder des titres.

Il est entendu que la divulgation sélective aux analystes, aux investisseurs institutionnels, aux autres professionnels du marché et aux membres de la presse et des autres médias est une forme de « Tipping » (tel que défini à la section 6.3 de la présente politique) et ne sera pas considérée comme s'abonnant dans le cours normal des activités de l'entreprise.

6.2 Négociation des titres Bitfarms

Le délit d'initié, dans le cadre de cette politique, se réfère à l'achat ou à la vente de titres par une personne ayant connaissance d'une information matérielle non publique, qu'elle soit ou non dans une " relation spéciale " avec Bitfarms ("initié concerné "), et comprend la compréhension du délit d'initié telle qu'elle est développée et comprise dans les lois, règles et réglementations applicables, y compris les interprétations juridiques de ces dernières. Le délit d'initié est illégal et strictement interdit par la présente politique. Pour plus de certitude, les exemples de transactions interdites effectuées par un initié pertinent en possession d'une information matérielle non publique comprennent, sans s'y limiter, les éléments suivants:

- (a) l'achat ou la vente de titres de Bitfarms;
- (b) acheter ou vendre des titres dont on peut raisonnablement s'attendre à ce que le prix ou la valeur soit affecté par des changements dans le prix des titres de Bitfarms;
- (c) la vente de titres acquis par l'exercice d'options sur actions; et
- (d) l'achat ou la vente de titres d'une autre société dans laquelle Bitfarms propose d'investir ou lorsque la personne, dans le cadre de son emploi chez Bitfarms, prend connaissance d'information matérielle non publiques concernant cette autre société.

6.3 Pourboire

Bitfarms, en tant qu'émetteur assujetti et/ou une personne ou une société qui est un initié pertinent ne peut pas informer une autre personne ou une autre société d'une information importante non publique, sauf dans le cours nécessaire des affaires et seulement dans certaines circonstances. Cette activité, connue sous le nom de « Tipping », est interdite parce qu'elle place l'information matérielle non publiques entre les mains de quelques personnes et non entre celles du public investisseur au sens large.

Sous réserve de certaines limitations exposées ci-dessous, il existe une exception à l'interdiction de donner des pourboires si la divulgation sélective est nécessaire dans le cours normal des affaires.

La question de savoir si une divulgation particulière est faite « dans le cours normal des affaires » est une question mixte de droit et de fait qui doit être déterminée au cas par cas. Toutefois, l'exception relative à la conduite nécessaire des affaires couvrirait généralement les communications avec:

- (a) les vendeurs, les fournisseurs ou les partenaires stratégiques sur des questions telles que la recherche et le développement, les ventes et le marketing, et les contrats d'approvisionnement;
- (b) les employés, les dirigeants et les membres du conseil d'administration;

- (c) les prêteurs, les conseillers juridiques, les auditeurs, les souscripteurs et les conseillers financiers et autres conseillers professionnels de Bitfarms;
- (d) les parties aux négociations;
- (e) les syndicats et les associations industrielles;
- (f) les agences gouvernementales et les régulateurs non gouvernementaux; et
- (g) les agences de notation de crédit (à condition que l'information soit divulguée dans le but d'aider l'agence à formuler une notation de crédit et que les notations de l'agence soient ou seront généralement accessibles au public), (ci-après dénommées collectivement « information exemptée »).

Toutefois, et comme indiqué ci-dessus, cette exception à la règle du « Tipping » ne s'appliquera pas lorsque la personne qui propose de faire la divulgation sait, ou devrait raisonnablement savoir, que la divulgation exceptée à la partie concernée entraînerait ou serait susceptible d'entraîner une telle partie :

- demander, acquérir ou céder des titres, ou conclure un accord pour demander, acquérir ou céder des titres;
- inciter une autre personne à demander, à acquérir ou à céder des titres, ou conclure un accord pour demander, acquérir ou céder des titres, en violation des interdictions relatives aux délits d'initiés; ou
- la conclusion d'un accord visant à réaliser l'une des actions susmentionnées.

6.4 Déclarations d'initiés - Exigences de la législation canadienne sur les valeurs mobilières

En vertu de la législation canadienne sur les valeurs mobilières, sous réserve de certaines exceptions, les initiés qui sont réputés être des initiés assujettis de Bitfarms (tels que définis dans l'annexe A) sont tenus de déposer une première déclaration d'opération d'initié dans les dix (10) jours suivant le moment où ils sont devenus des initiés assujettis, par voie électronique, par l'intermédiaire du Système électronique de déclaration des initiés ("SEDI"), à l'adresse www.sedi.ca.

Les initiés assujettis sont en outre tenus, sous réserve de certaines exceptions, de déposer une déclaration d'opération d'initié sur SEDI dans les cinq (5) jours suivant un changement: (i) de la propriété effective, du contrôle ou de la direction, directe ou indirecte, des titres de Bitfarms; ou (ii) d'un changement d'intérêt, de droit ou d'obligation associé à un instrument financier connexe impliquant un titre de Bitfarms.

Les initiés assujettis doivent également déposer une déclaration d'opération d'initié dans les cinq jours civils (5) si l'initié assujetti conclut, modifie de façon importante ou met fin à un accord, un arrangement ou une entente qui (i) a pour effet de modifier, directement ou indirectement, l'exposition économique de l'initié assujetti à Bitfarms; ou (ii) implique, directement ou indirectement, un titre de Bitfarms ou un instrument financier connexe impliquant un titre de Bitfarms.

Il incombe à chacune de ces personnes de créer et de tenir à jour son profil SEDI et d'effectuer les déclarations nécessaires. Cependant, Bitfarms peut aider les initiés à effectuer ces dépôts, à condition que ces personnes fournissent l'information nécessaire au responsable de la conformité et/ou au vice-président et au secrétaire général en temps voulu.

Toute personne qui ne sait pas si elle est un initié assujetti ou si elle peut être exemptée de ces exigences doit communiquer avec le responsable de la conformité.

7. Lignes Directrices

7.1 Périodes d'interdiction d'opérations ou de transactions pour les dirigeants, les administrateurs et les employés

La période commençant le quinzième jour où la Bourse de Toronto est ouverte (un « jour de bourse ») après la fin d'un trimestre ou d'un exercice fiscal et se terminant deux jours de bourse (tels que définis à l'article 6.1 de la présente politique) après la date de publication des résultats financiers de ce trimestre (ou exercice fiscal) (une « période d'interdiction de négociation » ou « période d'interdiction ») est particulièrement importante, car les administrateurs, les dirigeants et certains employés peuvent souvent détenir de l'information importante non publiques sur les résultats financiers prévus pour le trimestre et la fin de l'exercice.

En conséquence, pour assurer le respect de cette politique et des lois applicables, tous les directeurs, cadres et employés doivent s'abstenir de toute activité de négociation concernant les titres de Bitfarms pendant les périodes d'interdiction d'opérations.

De temps en temps, Bitfarms peut également instituer des périodes supplémentaires de restriction des transactions pour les directeurs, les cadres, les employés sélectionnés, les consultants, les entrepreneurs et autres en raison de l'existence d'information matérielle non publiques (une "**Période d'Interdiction**"). Dans le cas où une période d'interdiction ou une période de non-transaction est initiée, le responsable de la conformité diffusera un avis de suspension de la négociation des titres de Bitfarms, demandant à ces personnes de ne pas s'engager dans la négociation des titres de Bitfarms jusqu'à nouvel ordre.

Même en dehors des périodes d'interdiction, toute personne possédant de l'information matérielle non publiques sur Bitfarms ne doit pas s'engager dans des transactions liées aux titres de Bitfarms avant deux jours de bourse après que ce information aient été rendues publiques. Tous les administrateurs, dirigeants, employés et autres personnes doivent faire preuve de discernement dans l'interprétation de la présente politique et toujours pécher par excès de prudence. En cas de doute, cette personne est tenue de communiquer avec le responsable de la conformité.

À certains moments, le conseil d'administration de Bitfarms peut accorder une rémunération à long terme dans le cadre du plan d'incitation à long terme de Bitfarms, ou par d'autres moyens. En aucun cas, les rémunérations à long terme liées aux titres de Bitfarms ne seront attribuées pendant une période d'interdiction ou une période d'interdiction d'opérations. Dans le cas où des options ou d'autres titres liés à la rémunération à long terme expirent pendant une période d'interdiction ou une période de non-transaction, cette date d'expiration sera prolongée comme prévu dans le plan d'incitation à long terme de Bitfarms, ou tout autre plan régissant les questions de rémunération des titres, le cas échéant.

7.2 Pré-Dédouanement des Métiers

Avant d'initier toute transaction sur les titres de Bitfarms, chaque administrateur, dirigeant ou employé de la société, à qui cette politique s'applique, doit communiquer avec et obtenir l'approbation du "Comité d'approbation" (clearancecommittee@bitfarms.com) qui sera composé du président du conseil d'administration, du directeur financier et du vice-président et

du secrétaire général. Chaque transaction proposée sera évaluée afin de déterminer si elle soulève des problèmes de délit d'initié ou d'autres problèmes en vertu des lois, règles et réglementations applicables en matière de valeurs mobilières. L'autorisation d'une transaction sera valable pour une période à déterminer par le Comité d'autorisation, ou jusqu'au début d'une nouvelle période d'interdiction imposée à toutes les personnes ou à certaines d'entre elles, comme indiqué à la section 7.1 ci-dessus. .

7.3 Trades à Courte Vue

Bitfarms recommande que, sauf dans le cadre de l'exercice d'une option, les initiés n'achètent pas et ne vendent pas leurs titres au cours d'une même période de six mois.

7.4 Ventes à Découvert, Options d'Achat et de Vente

Les initiés ne sont pas autorisés à vendre à découvert ou à vendre une option d'achat sur les titres de Bitfarms ou à acheter une option de vente s'ils ne possèdent pas le titre sous-jacent ou, dans le cas d'une vente à découvert, une option pouvant être exercée.

7.5 Achat de Titres Bitfarms sur Marge; Mise en Gage

Les initiés ne sont pas autorisés à acheter des titres de Bitfarms sur marge. Il est interdit de mettre en gage les titres de la **Société** pour garantir des prêts ou comme garantie dans un compte sur marge.

7.6 Couverture

Les initiés qui sont des administrateurs et des dirigeants de Bitfarms ne sont pas autorisés à effectuer des transactions qui ont pour effet de compenser la valeur économique de tout intérêt direct ou indirect de ces initiés dans les titres de Bitfarms. Cela comprend l'achat d'instruments financiers tels que des contrats à terme variables prépayés, des swaps sur actions, des tunnels ou des parts de fonds d'échange conçus pour couvrir ou compenser une baisse de la valeur de marché des titres de participation attribués à ces initiés à titre de rémunération ou autrement détenus directement ou indirectement par ces initiés.

8. Responsabilité Pénale et Civile Potentielle et/ou Mesures Disciplinaires

8.1 Responsabilité en cas de délit d'initié

En vertu des lois applicables, les initiés coupables d'avoir négocié de l'information matérielle non publiques de Bitfarms peuvent faire l'objet de sanctions:

8.1.1 Des sanctions pécuniaires (i) pouvant aller jusqu'à 5 millions de dollars canadiens et le triple des bénéfices réalisés ou des pertes évitées au Canada, ou (ii) jusqu'à 1 million de dollars américains aux États-Unis, selon le montant le plus élevé; et

8.1.2 l'emprisonnement.

En outre, une telle conduite peut engager la responsabilité civile ou pénale de Bitfarms ou d'autres investisseurs.

8.2 Responsabilité en cas de Pourboire

Les initiés peuvent également être tenus responsables des transactions irrégulières effectuées par toute personne communément appelée « tippee », à qui ils ont communiqué de l'information

matérielle non publiques sur Bitfarms ou à qui ils ont fait des recommandations ou exprimé des opinions sur la base de ce information.

8.3 Mesures Disciplinaires Possibles

Toute personne qui enfreint cette politique sera également soumise à des mesures disciplinaires de la part de Bitfarms, qui peuvent inclure des restrictions sur la participation future aux plans d'incitation en actions ou la résiliation des contrats d'emploi.

9. Applicabilité de la politique à l'information d'initiés concernant d'autres entreprises

Cette politique et les directives décrites ici s'appliquent également à l'information matérielle non publiques relatives à d'autres sociétés, y compris les partenaires de joint-venture, les clients, les vendeurs et les fournisseurs de Bitfarms (les "**Partenaires Commerciaux**"), lorsque ce information est obtenue dans le cadre d'un emploi avec Bitfarms ou de la fourniture de services pour le compte de Bitfarms. Dans le cadre de cette politique, l'information concernant les partenaires commerciaux doivent être traitées de la même manière que l'information directement liée à Bitfarms.

10. Certification Annuelle

Tous les membres du conseil d'administration et les dirigeants de Bitfarms, ainsi que tous les employés, consultants et sous-traitants désignés par le conseil d'administration de Bitfarms, doivent fournir une certification annuelle de conformité à cette politique sous la forme jointe au [code de conduite et d'éthique professionnelle](#) de Bitfarms.

11. Général

Le conseil d'administration peut, de temps à autre, autoriser des dérogations aux dispositions de la présente politique en matière d'opérations sur titres, que ce soit à titre prospectif ou rétrospectif. Les termes de cette politique de négociation de titres ne sont pas destinés en eux-mêmes à engager la responsabilité civile de Bitfarms, de ses administrateurs, dirigeants ou employés, vis-à-vis d'un tiers, y compris un actionnaire, un détenteur de titres, un client, un fournisseur, un concurrent, un autre employé ou un régulateur, mais ils engageront la responsabilité de Bitfarms.

Daté:	15 juillet 2019
Révisé et Mise à jour:	7 mars 2025 (précédemment révisé le 11 décembre 2023 et le 17 février 2022)
Approuvé par:	Conseil d'administration sur recommandation du comité de gouvernance & Comité de nomination

ANNEXE « A »
PERSONNES ET ENTITÉS AUXQUELLES CETTE POLITIQUE S'APPLIQUE

"Employé": employé à temps plein, à temps partiel, contractuel ou détaché de Bitfarms.

On entend par **"initié"** :

- (a) tous les administrateurs, dirigeants, employés, contractants et consultants de Bitfarms qui reçoivent ou ont accès à de l'information matérielle non publiques (telles que définies dans la section 6.1), y compris les membres de leur famille immédiate, les membres de leur foyer, ainsi que les partenariats, les fiducies, les sociétés, les successions, les REER et les entités similaires sur lesquels l'un de ces personnes exerce un contrôle ou une direction;
- (b) un administrateur ou un dirigeant d'une personne ou d'une société qui est elle-même un initié ou une filiale de Bitfarms;
- (c) une personne ou une société qui a:
 - (i) la propriété effective, le contrôle ou la direction, directement ou indirectement, de titres de Bitfarms représentant plus de 10 % des droits de vote attachés à tous les titres avec droit de vote en circulation de Bitfarms, à l'exclusion, aux fins du calcul du pourcentage détenu, de tout titre détenu par la personne ou la société en tant que preneur ferme dans le cadre d'une distribution; ou
 - (ii) une combinaison de propriété effective et de contrôle ou de direction, directement ou indirectement, sur des titres de Bitfarms représentant plus de 10 % des droits de vote attachés à tous les titres avec droit de vote en circulation de Bitfarms, à l'exclusion, aux fins du calcul du pourcentage détenu, de tout titre détenu par la personne ou la société en tant que preneur ferme dans le cadre d'une distribution;
- (d) Bitfarms elle-même, si elle a acheté, remboursé ou acquis d'une autre manière un titre de sa propre émission, tant qu'elle continue à détenir ce titre;
- (e) une personne ou une société désignée comme un initié dans une ordonnance rendue en vertu de l'article 1(11) de *la Loi sur les valeurs mobilières* (Ontario); et
- (f) une personne ou une société qui fait partie d'une catégorie de personnes ou de sociétés désignées en vertu du sous-alinéa 40 v du paragraphe 143 (1) de la *Loi sur les valeurs mobilières* (Ontario).

On entend par **"Filiale Importante"** une filiale d'un émetteur si les actifs de la filiale, tels qu'ils figurent dans le dernier bilan annuel vérifié ou intermédiaire de l'émetteur, ou dans un état de la situation financière, représentent au moins 30 % des actifs consolidés de l'émetteur figurant dans ce bilan ou cet état de la situation financière, selon le cas, ou si les produits de la filiale, tels qu'ils figurent dans le dernier compte de résultat annuel vérifié ou intermédiaire de l'émetteur, ou dans un état du résultat global, représentent au moins 30 % des produits consolidés de l'émetteur figurant dans cet état.

On entend par **"société de Gestion"** une personne ou une société créée ou engagée pour fournir d'importants services de gestion ou d'administration à un émetteur ou à une filiale de l'émetteur.

On entend par **"Agent"** :

- (a) un président ou un vice-président du conseil d'administration, un directeur général, un directeur des opérations, un directeur financier, un président, un vice-président, un secrétaire, un secrétaire adjoint, un trésorier, un trésorier adjoint et un directeur général;
- (b) toute personne désignée comme agent en vertu d'un règlement ou d'une autorité similaire; et
- (c) toute personne qui exerce des fonctions similaires à celles normalement exercées par une personne visée ci-dessus.

On entend par « **personne ou société ayant une relation particulière avec un émetteur assujetti** » :

- (a) une personne ou une société qui est un initié, un affilié ou un associé de;
 - (i) Bitfarms;
 - (ii) une personne ou une société qui envisage ou évalue la possibilité de faire une offre publique d'achat, telle que définie dans la partie XX de la Loi sur les valeurs mobilières (Ontario), pour les titres de Bitfarms; ou
 - (iii) une personne ou une société qui envisage ou évalue la possibilité de devenir partie à une réorganisation, une fusion, un arrangement ou un regroupement d'entreprises similaire avec Bitfarms ou d'acquérir une partie substantielle de ses biens, ou qui propose de le faire;
- (b) une personne ou une société qui s'engage, envisage ou évalue la possibilité de s'engager ou qui propose de s'engager dans une activité commerciale ou professionnelle avec ou pour le compte de Bitfarms ou avec ou pour le compte d'une personne ou d'une société décrite dans le sous-paragraphe (a) (ii) ou (iii);
- (c) une personne qui est administrateur, dirigeant ou employé de Bitfarms, d'une filiale de Bitfarms ou d'une personne ou d'une société qui contrôle, directement ou indirectement, Bitfarms, ou d'une personne ou d'une société décrite dans le sous-paragraphe (a) (ii) ou (iii) ou dans la clause (b);
- (d) une personne ou une société qui a appris le fait important ou le changement important concernant Bitfarms alors que la personne ou la société était une personne ou une société décrite dans la clause (a), (b) ou (c); et
- (e) une personne ou une société qui apprend un fait important ou un changement important concernant Bitfarms de la part de toute autre personne ou société décrite dans ce paragraphe, y compris une personne ou une société décrite dans cette clause, et qui sait ou devrait raisonnablement savoir que l'autre personne ou société est une personne ou une société dans une telle relation.

"**Instrument Financier** connexe" signifie un accord, un arrangement ou une entente auquel un initié de Bitfarms est partie, dont l'effet est de modifier, directement ou indirectement, la position de l'initié :

- (a) un intérêt économique dans un titre de Bitfarms; ou
- (b) l'exposition économique aux Bitfarms.

On entend par "**Initié Déclarant**" un initié de Bitfarms si l'initié est :

- (a) Le PDG, le directeur financier ou le directeur de l'exploitation de Bitfarms, d'un actionnaire important de Bitfarms ou d'une filiale majeure de Bitfarms;
- (b) Un administrateur de Bitfarms, d'un actionnaire important de Bitfarms ou d'une filiale

importante de Bitfarms;

- (c) Personne ou société responsable d'une unité commerciale, d'une division ou d'une fonction principale de Bitfarms;
- (d) Actionnaire important de Bitfarms;
- (e) Un actionnaire important sur la base de la propriété effective post-conversion des titres de Bitfarms et le PDG, le directeur financier, le directeur de l'exploitation et tous les administrateurs de l'actionnaire important sur la base de la propriété effective post-conversion;
- (f) Une société de gestion qui fournit des services de gestion ou d'administration importants à Bitfarms ou à une filiale majeure de Bitfarms, chaque directeur de la société de gestion, chaque PDG, directeur financier et directeur de l'exploitation de la société de gestion, et chaque actionnaire important de la société de gestion;
- (g) Une personne exerçant des fonctions similaires à celles exercées par l'un des initiés décrits aux paragraphes (a) à (f);
- (h) Bitfarms elle-même, si elle a acheté, remboursé ou acquis d'une autre manière une valeur mobilière de sa propre émission, tant qu'elle continue à détenir cette valeur mobilière; ou
- (i) Tout autre initié que celui-là:
 - reçoit ou a accès, dans le cours normal de ses activités, à de l'information sur des faits importants ou des changements importants concernant Bitfarms avant que ces faits ou ces changements importants ne soient généralement divulgués; et
 - exerce, ou a la capacité d'exercer, directement ou indirectement, un pouvoir ou une influence significatifs sur les activités, les opérations, le capital ou le développement de Bitfarms.

Un "**Titre**" est défini à l'article 1(1) de la *Loi sur les valeurs mobilières* (Ontario) et comprend, entre autres, toutes les actions, les titres convertibles ou échangeables tels que les bons de souscription ou les débentures convertibles, les options, les unités d'actions restreintes ainsi qu'un droit de vente, d'achat, d'option ou tout autre droit ou obligation d'acheter ou de vendre des titres de Bitfarms, ou tout titre dont le prix du marché varie de façon importante par rapport au prix du marché des titres de Bitfarms.

"Actionnaire Important": une personne ou une société qui a la propriété effective ou le contrôle, direct ou indirect, ou une combinaison de propriété effective et de contrôle, direct ou indirect, de titres d'un émetteur représentant plus de 10% des droits de vote attachés à tous les titres avec droit de vote en circulation de l'émetteur, à l'exclusion, aux fins du calcul du pourcentage détenu, des titres détenus par la personne ou la société en tant que preneur ferme dans le cadre d'un placement.

Une société est considérée comme une "**Filiale**" d'une autre société si elle est contrôlée par (1) cette autre société, cette autre société et une ou plusieurs sociétés dont chacune est contrôlée par cette autre société, ou (3) deux ou plusieurs sociétés dont chacune est contrôlée par cette autre société, ou si elle est une filiale d'une société qui est la filiale de cette autre société. En général, une société contrôle une autre société lorsque la première possède plus de 50% des titres avec droit de vote en circulation de cette autre société.

La "**Négociation**" de valeurs mobilières désigne toutes les activités d'investissement sur lesquelles une personne couverte par la présente politique exerce un contrôle ou une direction, que ce soit pour son compte personnel ou à titre fiduciaire, comme dans le cas d'une société de personnes, d'une fiducie ou

d'une exécution testamentaire. Aux fins de la présente politique, la négociation comprend tout achat ou vente d'un titre ainsi que la fourniture de conseils d'investissement.

ANNEXE « B »

EXEMPLES D'INFORMATION POUVANT ÊTRE IMPORTANTES

La « information importante » sont à la fois des « faits importants » et des « changements importants ». Un « fait important » est un fait dont on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'il ait un effet significatif sur le prix du marché ou la valeur des titres de Bitfarms. Un « changement important » signifie un changement dans les affaires, les opérations ou le capital de Bitfarms qui pourrait raisonnablement avoir un effet significatif sur le prix du marché ou la valeur des titres de Bitfarms et comprend une décision de mettre en œuvre un tel changement si une telle décision est prise par le conseil d'administration ou par la haute direction de Bitfarms qui croit que la confirmation de la décision par le conseil d'administration est probable.

Il n'est pas possible de définir toutes les catégories d'information importante. Cependant, une information doit être considérée comme importante s'il y a une probabilité raisonnable qu'elle soit considérée comme importante par un investisseur pour prendre une décision d'investissement concernant l'achat ou la vente des titres de Bitfarms.

Selon les circonstances, ce information peuvent être, par exemple, les suivantes :

- (a) résultats financiers;
- (b) les projections de bénéfices ou de pertes futurs;
- (c) le développement de nouveaux produits et les développements affectant les ressources, la technologie, les produits ou le marché de Bitfarms;
- (d) la nouvelle d'une fusion, d'une coentreprise ou d'une acquisition importante;
- (e) la nouvelle d'une cession d'actifs significatifs ou d'une filiale;
- (f) l'imminence d'une faillite ou des problèmes de liquidité financière;
- (g) des arrêts de travail importants ou d'autres événements affectant la production;
- (h) des changements significatifs en matière de prix ou des accords susceptibles d'influer sur les prix;
- (i) des conflits du travail importants ou des conflits avec des entrepreneurs ou des fournisseurs importants;
- (j) les changements proposés dans la structure du capital, y compris les fractionnements d'actions et les dividendes en actions;
- (k) les financements importants proposés ou en cours;
- (l) des augmentations ou des diminutions importantes de l'encours des titres ou de l'endettement;
- (m) des changements importants dans les activités de Bitfarms;
- (n) des changements dans les auditeurs de Bitfarms;
- (o) les manquements à des obligations importantes;
- (p) résultats de la soumission des questions au vote des détenteurs de titres;
- (q) les transactions importantes avec les administrateurs, les dirigeants ou les principaux détenteurs de titres;
- (r) un risque de litige important en raison de litiges réels ou de menaces de litiges;
- (s) une transaction pour laquelle la contrepartie à payer ou à recevoir est une proportion significative de la valeur dépréciée des actifs consolidés de Bitfarms;
- (t) une recommandation ou une déclaration de dividende par Bitfarms;
- (u) une recommandation ou une décision selon laquelle un dividende ne sera pas déclaré par

Bitfarms;

- (v) un changement important dans la politique comptable adoptée par Bitfarms; et
- (w) des changements dans l'encadrement supérieur.

L'information positive ou négatives peuvent être importantes.

SECURITIES TRADING POLICY

1. Introduction

Bitfarms Ltd., its subsidiaries, and affiliated companies (hereinafter jointly referred to as “Bitfarms” or the “Corporation”) is committed to maintaining the highest standards of integrity and accountability in its business affairs while seeking to grow its business and enhance shareholder value. The guidelines and principles that govern Bitfarms’ business conduct are set out in the Code of Conduct and Business Ethics (the “Code”) available at www.bitfarms.com.

As part of its commitment to ethical and responsible business conduct, Bitfarms has formalized this policy (this “Policy”) to formalize guidelines on trading of Securities by Board members, officers, employees, consultants, contractors, vendors and other Insiders in accordance with securities laws and regulations.

Unless otherwise stated, all defined terms used in this Policy have the meaning set out in Schedule “A.”

2. Objective of the Policy

This Policy aims to prevent improper trading in securities of Bitfarms and other companies for which Material Non-Public Information is obtained, as well as the improper communication of such information. It supplements Bitfarms’ Disclosure and Confidentiality Policy and does not negate modify responsibilities under applicable securities laws and regulations.

3. Application of the Policy

This Policy applies to all Insiders of Bitfarms, as defined in Schedule “A”, and any person is in possession of Material Non-Public Information, in respect of trading in Securities of Bitfarms and its Business Partners, (including shares, convertible securities, options and other securities as defined in Schedule “A” to this Policy).

4. Communication of the Policy

Copies of this Policy are made available to all persons bound by it, either directly or by posting the Policy on Bitfarms website at www.bitfarms.com. All directors, senior executives, and employees will be informed whenever significant changes are made to this Policy. New personnel will be provided with a copy.

5. Administrative Responsibility

5.1 Compliance Officer

The Chief Financial Officer will act as the compliance officer (the “Compliance Officer”) for this Policy and shall be responsible for its day-to-day administration, as well as monitoring and enforcing compliance with this Policy. The Compliance Officer may designate one or more individuals to assist in the administration of this Policy.

6. Specific Policies

6.1 Material Non-Public Information

Material Non-Public Information of Bitfarms is Material Information (as defined in Schedule “B”), which has not been “Generally Disclosed.” In order to be “Generally Disclosed,” information must:

- (a) consists of readily observable matter;
- (b) be disseminated to the public by way of a news release together with the passage of a reasonable amount of time for the public to assess the information; and

- (c) have been made known in a manner that would, or would be reasonably likely to, bring it to the attention of persons who commonly invest in Securities of a kind whose price might be affected by the information and, since it was made known, a reasonable period for it to be disseminated among such persons has elapsed.

Unless otherwise advised that the period is longer or shorter, for the purposes of paragraphs 6.1(b) and 6.1(c) above, a reasonable amount or reasonable period of time will have passed at the close of business on the second day on which the Toronto Stock Exchange (“TSX”) is open for trading (“Trading Day”), after the Material Non-Public Information has been Generally Disclosed.

Any person in possession of Material Non-Public Information with respect to Bitfarms must treat such Material Information as confidential until the Material Information has been Generally Disclosed. Refer to Bitfarms’ Disclosure and Confidentiality Policy for further information on the treatment of confidential information.

Material Non-Public Information shall not be disclosed to anyone except “in the necessary course of business” (as defined in section 6.3 of this Policy). If Material Non-Public Information has been lawfully disclosed in the necessary course of business, anyone so informed must clearly understand that it is to be kept confidential, and, in appropriate circumstances, execute a confidentiality agreement.

Material Non-Public Information shall not be disclosed to anyone in any circumstances, including in the necessary course of business, if the person considering making the disclosure knows, or ought reasonably to know, that the person to whom the Material Non-Public Information is being disclosed would or would be likely to:

- apply for, acquire, or dispose of, Securities, or enter into an agreement to apply for, acquire, or dispose of, Securities;
- procure another person to apply for, acquire, or dispose of, Securities, or enter into an agreement to apply for, acquire, or dispose of, Securities; or
- enter into an agreement to do any of the foregoing.

When in doubt, all persons to whom this Policy applies must consult with the Compliance Officer to determine:

- whether disclosure in a particular circumstance is in the necessary course of business; and
- whether the person proposing to make the disclosure knows, or ought reasonably to know, that the person to whom the Material Non-Public Information is being disclosed would or would be likely to apply for, acquire, or dispose of, Securities, or enter into an agreement to apply for, acquire, or dispose of, Securities or procure another person to apply for, acquire, or dispose of, Securities, or enter into an agreement to apply for, acquire, or dispose of, Securities.

For greater certainty, selective disclosure to analysts, institutional investors, other market professionals and members of the press and other media is a form of “Tipping” (as defined in section 6.3 of this Policy) and will not be considered to be in the necessary course of business.

6.2 Trading of Bitfarms Securities

Insider Trading, for the purpose of this policy, refers to the purchase or sale of Securities by a person with knowledge of Material Non-Public Information, whether or not they are in a “Special

Relationship” with Bitfarms (“Relevant Insider”), and includes such understanding of Insider Trading as is developed and understood under applicable laws, rules and regulations, including juridical interpretations thereof. Insider Trading is illegal and strictly prohibited by this Policy. For greater certainty, examples of prohibited transactions by a Relevant Insider while in possession of Material Non-Public Information include, but are not limited to, the following:

- (a) buying or selling Securities of Bitfarms;
- (b) buying or selling Securities whose price or value may reasonably be expected to be affected by changes in price of Securities of Bitfarms;
- (c) selling Securities acquired through the exercise of share options; and
- (d) buying or selling Securities of another company in which Bitfarms proposes to invest or where the individual, in the course of employment with Bitfarms, becomes aware of Material Non-Public Information concerning that other company.

6.3 Tipping

Bitfarms, as a reporting issuer and/or a person or a company who is a Relevant Insider may not inform, other than in the necessary course of business and then only in certain circumstances, another person or corporation of Material Non-Public Information. This activity, known as tipping (“Tipping”), is prohibited because it places Material Non-Public Information in the hands of a few persons and not in the hands of the broader investing public.

Subject to certain limitations discussed below, there is an exception to the prohibition on Tipping if selective disclosure is required in the necessary course of business.

The question of whether a particular disclosure is being made “in the necessary course of business” is a mixed question of law and fact that must be determined on a case-by-case basis. However, the necessary course of business exception would generally cover communications with:

- (a) vendors, suppliers, or strategic partners on issues such as research and development, sales and marketing, and supply contracts;
- (b) employees, officers, and board members;
- (c) lenders, legal counsel, auditors, underwriters, and financial and other professional advisors to Bitfarms;
- (d) parties to negotiations;
- (e) labour unions and industry associations;
- (f) government agencies and non-governmental regulators; and
- (g) credit rating agencies (provided that the information is disclosed for the purpose of assisting the agency to formulate a credit rating and the agency’s ratings generally are or will be publicly available), (together “Excepted Disclosure”).

However, and as noted above, this exception to Tipping will not apply where the person proposing to make the disclosure knows, or ought to reasonably know, that the Excepted Disclosure to the relevant party would or would be likely to result in such party:

- applying for, acquiring, or disposing of, Securities, or entering into an agreement to apply for, acquire, or dispose of, Securities;

- procuring another person to apply for, acquire, or dispose of, Securities, or enter into an agreement to apply for, acquire, or dispose of, Securities, in breach of the relevant Insider Trading prohibitions; or
- entering into any agreement to do any of the foregoing.

6.4 Insider Trading Reports - Canadian Securities Laws Requirements

Under Canadian securities legislation, subject to certain exceptions, Insiders that are deemed to be Reporting Insiders of Bitfarms (as defined in Schedule “A”) are required to file an initial insider trading report within ten (10) days after becoming a Reporting Insider electronically through the System for Electronic Disclosure by Insiders (“SEDI”) at www.sedi.ca.

Reporting Insiders are further required, subject to certain exceptions, to file an insider trading report on SEDI within five (5) days of a change in: (i) the beneficial ownership of, control or direction over, whether direct or indirect, Securities of Bitfarms; or (ii) a change in an interest in, or right or obligation associated with, a Related Financial Instrument involving a Security of Bitfarms.

Reporting Insiders must also file an insider trading report within five calendar (5) days if the Reporting Insider enters into, materially amends, or terminates an agreement, arrangement or understanding that (i) has the effect of altering, directly or indirectly, the Reporting Insider’s economic exposure to Bitfarms; or (ii) involves, directly or indirectly, a Security of Bitfarms or a Related Financial Instrument involving a Security of Bitfarms.

It is the responsibility of each such person to set up and maintain their SEDI profile and to make the necessary filings. However, Bitfarms may assist Insiders in making such filings, provided such persons provide the necessary information to the Compliance Officer and/or the Vice President and Corporate Secretary in a timely manner.

A person that is uncertain as to whether he or she is a Reporting Insider or whether he or she may be eligible to be exempted from these requirements should contact the Compliance Officer.

7. Guidelines

7.1 No Trade or Blackout Periods for Officers, Directors and Employees

The period beginning on the fifteenth day on which the TSX is open for trading (a “Trading Day”) following the end of a fiscal quarter, or fiscal year end and ending two Trading Days (as defined in section 6.1 of this Policy) following the date of public disclosure of the financial results for that quarter (or fiscal year) (a “No Trade Period” or “Blackout Period”) is particularly sensitive, as directors, officers, and certain employees may often possess Material Non-Public Information about the expected financial results for the quarter and year end.

Accordingly, to ensure compliance with this Policy and Applicable Laws, all directors, officers and employees shall refrain from any trading activities involving Securities of Bitfarms during No Trade Periods.

From time to time, Bitfarms may also institute additional trading restricted periods for directors, officers, selected employees, consultants, contractors and others because of the existence of Material Non-Public Information (a “**Blackout Period**”). In the event a Blackout Period or No-Trade Period is initiated, the Compliance Officer shall disseminate a notice to suspend trading in Bitfarms’ Securities, instructing those people not to engage in any trading of Bitfarms’ Securities

until further notice.

Even outside of Blackout Periods, any person possessing Material Non-Public Information on Bitfarms should not engage in any transactions related to Bitfarms' Securities until two Trading Days after such information has been publicly disclosed. All directors, officers, employees and other persons are expected to use their judgment in interpreting this Policy, and to always err on the side of caution. If in doubt, such person is required to contact the Compliance Officer.

At specific times, Bitfarms' Board of Directors may award long term compensation under Bitfarms' Long Term Incentive Plan, or by other means. Under no circumstances will long term compensation awards related to Bitfarms' Securities be made while a Blackout Period or No Trade Period is in effect. In the event that options or other Security related long-term compensation expire during a Blackout Period or No Trade Period, such expiry date will be extended as provided in the Long-Term Incentive Plan of Bitfarms, or such other plan governing securities compensation matters, as applicable.

7.2 Pre-Clearance of Trades

Before initiating any trade in Bitfarms' Securities, each director, officer or employee of the Corporation, to whom this Policy applies, must contact and obtain approval from the "Clearance Committee" (clearancecommittee@bitfarms.com) which will be comprised of the Chairperson of the Board of Directors, the Chief Financial Officer and the Vice President and Corporate Secretary. Each proposed transaction will be evaluated to determine if it raises insider trading concerns or other concerns under applicable securities laws, rules and regulations. Clearance of a transaction will be valid for a period to be determined by the Clearance Committee, or until the start of a new Blackout Period is imposed on all or certain individuals as detailed in Section 7.1 above. .

7.3 Short-Swing Trades

Bitfarms recommends that, other than in the course of exercising an option, Insiders do not buy and sell their Securities within the same six-month period.

7.4 Short Sales, Call and Put Options

Insiders are not permitted to sell "short" or sell a "call option" on any of Bitfarms' Securities or purchase a "put option" where they do not own the underlying Security or, in the case of a short sale, an option currently exercisable therefor.

7.5 Buying Bitfarms Securities on Margin; Pledging

Insiders are not permitted to buy Bitfarms' Securities on margin. Pledging the **Corporation's** securities as collateral to secure loans or as collateral in a margin account is prohibited.

7.6 Hedging

Insiders who are directors and officers of Bitfarms are not permitted to enter into any transaction that has the effect of offsetting the economic value of any direct or indirect interest of such Insiders in Securities of Bitfarms. This includes the purchase of financial instruments such as prepaid variable forward contracts, equity swaps, collars or units of exchange funds that are designed to hedge or offset a decrease in the market value of equity Securities granted to such Insiders as compensation or otherwise held directly or indirectly by such Insiders.

8. Potential Criminal and Civil Liability and/or Disciplinary Action

8.1 Liability for Insider Trading

Under Applicable Laws, Insiders guilty of trading on Material Non-Public Information of Bitfarms may be subject to:

8.1.1 Monetary penalties (i) of up to the greater of CA\$5 million and triple any profit earned or loss avoided in Canada; or (ii) up to US\$1 million in the US; and

8.1.2 imprisonment.

Additionally, such conduct may subject Bitfarms or other investors to civil or criminal liability.

8.2 Liability for Tipping

Insiders may also be liable for improper transactions by any person commonly referred to as a tippee, to whom they have disclosed Material Non-Public Information about Bitfarms or to whom they have made recommendations or expressed opinions on the basis of such information.

8.3 Possible Disciplinary Actions

Any person who violates this Policy will also be subject to disciplinary action by Bitfarms, which may include restrictions on future participation in equity incentive plans or termination of employment agreements.

9. Applicability of Policy to Insider Information Regarding Other Companies

This Policy and the guidelines described herein also apply to Material Non-Public Information relating to other companies, including joint venture partners, customers, vendors and suppliers of Bitfarms (the “**Business Partners**”), when that information is obtained in the course of employment with, or providing services on behalf of, Bitfarms. For the purposes of this Policy, information about Business Partners should be treated in the same way as information related directly to Bitfarms.

10 Annual Certification

All Board members and officers of Bitfarms, together with any employees, consultants and contractors specified by the Board of Directors of Bitfarms, shall provide annual certification of compliance with this Policy in the form attached to Bitfarms’ [Code of Business Conduct and Ethics](#).

11. General

The Board may, from time to time, permit departures from the terms of this Securities Trading Policy, either prospectively or retrospectively. The terms of this Securities Trading Policy are not intended in and of themselves to give rise to civil liability on the part of Bitfarms, its directors, officers or employees, to any third party, including to any shareholder, securityholder, customer, supplier, competitor, other employee or regulator, but shall give rise to liability to Bitfarms.

Dated: July 15, 2019

Revised & Updated: March 7, 2025 (Previously revised on December 11, 2023, and February 17, 2022)

Approved by: Board of Directors by recommendation of the Governance & Nominating Committee

SCHEDULE "A"
INDIVIDUALS AND ENTITIES TO WHOM THIS POLICY APPLIES

"Employee" means a full-time, part-time, contract or secondment employee of Bitfarms.

"Insider" means:

- (a) all directors, Officers, employees, contractors and consultants of Bitfarms and who receive or have access to Material Non-Public Information (as defined in section 6.1), including members of their immediate families, members of their households, as well as the partnerships, trusts, companies, estates, RRSPs, and similar entities over which any of these individuals exercise control or direction;
- (b) a director or Officer of a person or corporation that is itself an insider or subsidiary of Bitfarms;
- (c) a person or corporation that has:
 - (i) beneficial ownership of, or control or direction over, directly or indirectly, Securities of Bitfarms carrying more than 10 per cent of the voting rights attached to all Bitfarms' outstanding voting Securities, excluding, for the purpose of the calculation of the percentage held, any Securities held by the person or corporation as underwriter in the course of a distribution; or
 - (ii) a combination of beneficial ownership of, and control or direction over, directly or indirectly, Securities of Bitfarms carrying more than 10 per cent of the voting rights attached to all Bitfarms' outstanding voting Securities, excluding, for the purpose of the calculation of the percentage held, any Securities held by the person or company as underwriter in the course of a distribution;
- (d) Bitfarms itself, if it has purchased, redeemed or otherwise acquired a Security of its own issue, for so long as it continues to hold that Security;
- (e) a person or company designated as an insider in an order made under section 1(11) *Securities Act* (Ontario); and
- (f) a person or company that is in a class of persons or companies designated under subparagraph 40 v of subsection 143(1) of the *Securities Act* (Ontario).

"Major Subsidiary" means a subsidiary of an issuer if the assets of the subsidiary, as included in the issuer's most recent annual audited or interim balance sheet, or a statement of financial position, are 30 per cent or more of the consolidated assets of the issuer reported on that balance sheet or statement of financial position, as the case may be, or the revenue of the subsidiary, as included in the issuer's most recent annual audited or interim income statement, or a statement of comprehensive income, is 30 per cent or more of the consolidated revenue of the issuer reported on that statement.

"Management Corporation" means a person or company established or contracted to provide significant management or administrative services to an issuer or a subsidiary of the issuer.

"Officer" means:

- (a) a chair or vice-chair of the Board of Directors, a Chief Executive Officer, a Chief Operating Officer, a Chief Financial Officer, a President, a Vice-president, a Secretary, an Assistant

Secretary, a Treasurer, an Assistant Treasurer and a General Manager;

- (b) every individual who is designated as an officer under a by-law or similar authority; and
- (c) every individual who performs functions similar to those normally performed by an individual referred to above.

“Person or Company in a Special Relationship with a Reporting Issuer” means:

- (a) a person or company that is an insider, affiliate or associate of;
 - (i) Bitfarms;
 - (ii) a person or company that is considering or evaluating whether to or is proposing to make a take-over bid, as defined in Part XX of the Securities Act (Ontario), for the Securities of Bitfarms; or
 - (iii) a person or company that is considering or evaluating whether to or is proposing to become a party to a reorganization, amalgamation, merger or arrangement or similar business combination with Bitfarms or to acquire a substantial portion of its property;
- (b) a person or company that is engaging in, considering or evaluating whether to engage in or that proposes to engage in any business or professional activity with or on behalf of Bitfarms or with or on behalf of a person or company described in subclause (a) (ii) or (iii);
- (c) a person who is a director, Officer or employee of Bitfarms, a subsidiary of Bitfarms or a person or company that controls, directly or indirectly, Bitfarms, or of a person or company described in subclause (a) (ii) or (iii) or clause (b);
- (d) a person or company that learned of the material fact or material change with respect to Bitfarms while the person or company was a person or company described in clause (a), (b) or (c); and
- (e) a person or company that learns of a material fact or material change with respect to Bitfarms from any other person or company described in this subsection, including a person or company described in this clause, and knows or ought reasonably to have known that the other person or company is a person or company in such a relationship.

“Related Financial Instrument” means an agreement, arrangement or understanding to which an insider of Bitfarms is a party, the effect of which is to alter, directly or indirectly, the insider’s:

- (a) economic interest in a Security of Bitfarms; or
- (b) economic exposure to Bitfarms.

“Reporting Insider” means an insider of Bitfarms if the insider is:

- (a) The CEO, CFO or COO of Bitfarms, of a significant shareholder of Bitfarms or of a Major Subsidiary of Bitfarms;
- (b) A director of Bitfarms, of a significant shareholder of Bitfarms or of a Major Subsidiary of Bitfarms;
- (c) A person or company responsible for a principal business unit, division or function of Bitfarms;
- (d) A significant shareholder of Bitfarms;
- (e) A significant shareholder based on post-conversion beneficial ownership of Bitfarms’ Securities

and the CEO, CFO, COO and every director of the significant shareholder based on post-conversion beneficial ownership;

- (f) A management company that provides significant management or administrative services to Bitfarms or a Major Subsidiary of Bitfarms, every director of the management company, every CEO, CFO and COO of the management company, and every significant shareholder of the management company;
- (g) An individual performing functions similar to the functions performed by any of the insiders described in paragraphs (a) to (f);
- (h) Bitfarms itself, if it has purchased, redeemed or otherwise acquired a Security of its own issue, for so long as it continues to hold that Security; or
- (i) Any other insider that:
 - in the ordinary course receives or has access to information as to material facts or material changes concerning Bitfarms before the material facts or material changes are Generally Disclosed; and
 - directly or indirectly, exercises, or has the ability to exercise, significant power or influence over the business, operations, capital or development of Bitfarms.

A “**Security**” is defined in section 1(1) of the *Securities Act* (Ontario) and includes, among other things, all shares, convertible or exchangeable Securities such as warrants or convertible debentures, options, restricted share units as well as a put, call, option or other right or obligation to purchase or sell Securities of Bitfarms, or any Security, the market price of which varies materially with the market price of the Securities of Bitfarms.

“**Significant Shareholder**” means a person or company that has beneficial ownership of, or control or direction over, whether direct or indirect, or a combination of beneficial ownership of, and control or direction over, whether direct or indirect, Securities of an issuer carrying more than 10% of the voting rights attached to all the issuer’s outstanding voting securities, excluding, for the purpose of the calculation of the percentage held, any Securities held by the person or company as underwriter in the course of a distribution.

A company is considered to be a “**Subsidiary**” of another company if it is controlled by (1) that other, that other and one or more companies, each of which is controlled by that other, or (3) two or more companies, each of which is controlled by that other; or it is a subsidiary of a company that is that other's subsidiary. In general, a company will control another company when the first company owns more than 50% of the outstanding voting Securities of that other company.

“**Trading**” in Securities refers to all investment activities over which a person covered by this Policy has control or direction, whether for their personal account or in a fiduciary capacity, as in the case of a partnership, trusteeship, or executorship. For the purposes of this Policy, trading includes any purchase or sale of a Security as well as the provision of investment advice.

SCHEDULE “B”

EXAMPLES OF INFORMATION THAT MAY BE MATERIAL

“Material Information” consists of both “material facts” and “material changes”. A “material fact” means a fact that would reasonably be expected to have a significant effect on the market price or value of the securities of Bitfarms. A “material change” means a change in the business, operations or capital of Bitfarms that would reasonably be expected to have a significant effect on the market price or value of any of the securities of Bitfarms and includes a decision to implement such a change if such a decision is made by the board of directors or by senior management of Bitfarms who believe that confirmation of the decision by the board of directors is probable.

It is not possible to define all categories of material information. However, information should be regarded as material if there is a reasonable likelihood that it would be considered important to an investor in making an investment decision regarding the purchase or sale of Bitfarms’ Securities.

Examples of such information may, depending on the circumstances, include:

- (a) financial results;
- (b) projections of future earnings or losses;
- (c) development of new products and developments affecting Bitfarms' resources, technology, products or market;
- (d) news of a material merger, joint venture or acquisition;
- (e) news of a disposal of significant assets or a subsidiary;
- (f) impending bankruptcy or financial liquidity problems;
- (g) significant work stoppages or other events affecting production;
- (h) significant pricing changes or agreements that may affect pricing;
- (i) major labour disputes or disputes with major contractors or suppliers;
- (j) proposed changes in capital structure including stock splits and stock dividends;
- (k) proposed or pending material financings;
- (l) material increases or decreases in the amount outstanding of Securities or indebtedness;
- (m) material changes in the business of Bitfarms;
- (n) changes in Bitfarms’ auditors;
- (o) defaults in material obligations;
- (p) results of the submission of matters to vote of securityholders;
- (q) material transactions with directors, officers or principal securityholders;
- (r) significant litigation exposure due to actual or threatened litigation;
- (s) a transaction for which the consideration payable or receivable is a significant proportion of the written down value of Bitfarms' consolidated assets;
- (t) a recommendation or declaration of a dividend by Bitfarms;
- (u) a recommendation or decision that a dividend will not be declared by Bitfarms;
- (v) a material change in accounting policy adopted by Bitfarms; and
- (w) changes in senior management.

Either positive or negative information may be material.

POLÍTICA DE COMPRAVENTA DE TÍTULOS VALORES

1. Introducción

Bitfarms Ltd., sus subsidiarias y empresas afiliadas (en adelante denominadas, en forma conjunta, "Bitfarms" o la "Empresa") se comprometen a mantener los más altos estándares de integridad y confiabilidad en sus negocios y, al mismo tiempo, buscar el crecimiento de su actividad comercial y mejorar el valor accionario. Las pautas y principios que deben regir la conducta comercial de Bitfarms se establecen en el [Código de Conducta y Ética Comercial](#) (el "Código") que se puede consultar en www.bitfarms.com.

Como parte del compromiso de adoptar una conducta comercial ética y responsable, Bitfarms ha establecido la presente Política (la "**Política**"), con el propósito de determinar las pautas sobre compraventa de títulos valores por parte de los miembros de su Directorio, funcionarios, empleados, consultores, contratistas, proveedores y otras personas con acceso a información privilegiada, de conformidad con las leyes y reglamentaciones de títulos valores.

Salvo especificación en contrario, el significado de todos los términos utilizados en la presente Política será el que se consigna en las definiciones del Anexo "A".

2. Objetivo de la Política

La presente Política tiene como objetivo evitar las operaciones inadecuadas de compraventa de títulos valores de Bitfarms y otras empresas, de las cuales se obtenga Información privilegiada no pública, y la comunicación indebida de dicha información. Esta Política complementa la Política de Divulgación y Confidencialidad, y no invalida ni modifica las responsabilidades emanadas de las leyes y reglamentaciones aplicables sobre títulos valores.

3. Aplicación de la Política

La presente Política se aplica a todas las personas de Bitfarms con acceso a información privilegiada, tal como se define en el Anexo "A", y a cualquier persona que tenga en su poder información privilegiada no pública respecto de las operaciones de títulos valores de Bitfarms y de sus Socios comerciales (incluidas acciones, títulos convertibles, opciones y otros títulos valores, tal como se define en el Anexo "A" de esta Política).

4. Comunicación de la Política

La presente Política se pondrá a disposición de quienes estén sujetos a sus términos, ya sea mediante la entrega directa de una copia, o a través de su publicación en el sitio web de Bitfarms en www.bitfarms.com. Se informará a todos los miembros del Directorio, funcionarios y empleados cuando se incluyan cambios importantes en dicha Política y se proporcionará la copia correspondiente al nuevo personal.

5. Responsabilidades administrativas

5.1 Director de Cumplimiento

El Director Financiero será quien desempeñe el rol de Director de Cumplimiento (el "Director de Cumplimiento") para esta Política y estará a cargo tanto de su administración diaria, como del control

y cumplimiento de la misma. El Director de Cumplimiento puede designar a una o más personas para que lo ayuden en la administración de esta Política.

6. Políticas específicas

6.1 Información privilegiada no pública

La Información privilegiada no pública de Bitfarms se refiere a información privilegiada (tal como se la define en el Anexo “B”) que no ha sido “divulgada al público en general”. Se considera información “divulgada al público en general”, cuando:

- (a) se trata de un asunto fácilmente observable;
- (b) se difunde al público mediante un comunicado de prensa y transcurre un tiempo razonable para que el público evalúe la información; y
- (c) se ha dado a conocer de modo que capta, o es posible que capte de manera razonable, la atención de personas que generalmente invierten en un tipo de Títulos valores, cuyo precio podría verse afectado por la información y siempre que, desde que se dio a conocer, haya transcurrido un período de tiempo razonable para su difusión entre dichas personas.

A menos que se indique lo contrario respecto de un período de tiempo mayor o menor, a los efectos de los párrafos 6.1 (b) y 6.1 (c) anteriores, se considera que habrá transcurrido un período de tiempo razonable, al cierre de operaciones del segundo día en el que la Bolsa de Valores de Toronto (“TSX”) se encuentre abierta para operar (“Día bursátil”), luego de la divulgación de la información privilegiada al público en general.

Cualquier persona que disponga de información privilegiada no divulgada con respecto a Bitfarms debe tratar dicha información privilegiada como confidencial, hasta tanto se divulgue al público en general. Consulte la Política de Divulgación y Confidencialidad para obtener mayor información sobre el tratamiento de la información confidencial.

La información privilegiada no pública no debe divulgarse a ninguna persona salvo “en el curso necesario de los negocios” (según se define en el párrafo 6.3 de esta Política). Si se ha divulgado la información privilegiada no pública de forma legal en el curso necesario de los negocios, cualquier persona que haya recibido dicha información debe comprender su naturaleza confidencial y, si las circunstancias lo requieren, debe firmar un acuerdo de confidencialidad.

La información privilegiada no pública no debe divulgarse a ninguna persona bajo ninguna circunstancia, aun en el curso necesario de los negocios, si la persona que considera realizar tal divulgación sabe, o debería razonablemente saber, que la persona a quien se le divulgará dicha información privilegiada podría:

- solicitar, adquirir o enajenar Títulos valores, o celebrar un acuerdo para solicitar, adquirir o enajenar Títulos valores;
- inducir a que otra persona solicite, adquiera o enajene Títulos valores, o celebre un acuerdo para solicitar, adquirir o enajenar Títulos valores; o
- celebrar un acuerdo con el objetivo de llevar a cabo alguno de los actos mencionados anteriormente.

En caso de duda, todas las personas sujetas a esta Política deben consultar al Director de

Cumplimiento a fin de determinar:

- si la divulgación en una circunstancia particular se realiza en el curso necesario de los negocios; y
- si la persona que propone realizar la divulgación sabe, o debería razonablemente saber, que la persona a quien se le divulga dicha información privilegiada no pública, podría solicitar, adquirir o enajenar Títulos valores, o celebrar un acuerdo para solicitar, adquirir o enajenar Títulos valores, o podría inducir a otra persona a solicitar, adquirir o enajenar Títulos valores, o a celebrar un acuerdo para solicitar, adquirir o enajenar Títulos valores.

Para mayor seguridad, la divulgación selectiva a analistas, inversores institucionales, otros profesionales del mercado, miembros de la prensa y a otros medios se considera una forma de “Divulgación de información privilegiada (*Tipping*)” (según se define en el párrafo 6.3 de esta Política) y no se considerará incluida en el curso necesario de los negocios.

6.2 Compra y venta de títulos valores de Bitfarms

A efectos de esta Política, las operaciones realizadas con información privilegiada (*Insider trading*), se refieren a la compra o venta de Títulos valores por parte de una persona con conocimiento de información privilegiada no pública, independientemente de si dicha persona tiene o no una “Relación especial” con Bitfarms (“Persona con información privilegiada”), e incluye la interpretación de este término tal como se lo define y entiende en virtud de las leyes, normas y reglamentaciones aplicables, así como también de las interpretaciones jurídicas de las mencionadas. Las operaciones realizadas con información privilegiada son ilegales y están prohibidas por la presente Política. Para mayor seguridad, los siguientes se consideran ejemplos, sin carácter taxativo, de transacciones prohibidas por parte de la persona en poder de Información privilegiada:

- (a) comprar o vender títulos valores de Bitfarms;
- (b) comprar o vender títulos valores cuyo precio o valor podría verse razonablemente afectado por las variaciones en el precio de los títulos valores de Bitfarms;
- (c) vender títulos valores adquiridos a través del ejercicio de opciones de compra de acciones; y
- (d) comprar o vender títulos valores de otra empresa en la que Bitfarms tenga previsto invertir o de la cual la persona, en el desempeño de sus funciones con Bitfarms, tome conocimiento de información privilegiada no pública relacionada a esa otra empresa.

6.3 Divulgación de información privilegiada

Bitfarms, como emisor con obligación de informar y/o como persona o empresa con información privilegiada no puede divulgar a otra persona o empresa, información privilegiada no pública, salvo en el curso necesario de los negocios y únicamente en determinadas circunstancias. Esta actividad, conocida como “*Tipping*”, está prohibida ya que proporciona información privilegiada a unas pocas personas en lugar de a un público inversor más amplio.

Con sujeción a ciertas limitaciones que se detallan a continuación, existe una excepción a la prohibición de divulgar información privilegiada, en caso que el curso necesario de los negocios requiera una divulgación selectiva.

El interrogante respecto de si una divulgación en particular se realiza efectivamente “en el curso

necesario de los negocios” es una cuestión combinada de hecho y derecho que debe determinarse caso por caso. Sin embargo, la excepción al curso necesario de los negocios en general, debería incluir las comunicaciones con:

- (a) vendedores, proveedores o socios estratégicos, en temas relacionados con investigación y desarrollo, ventas y marketing y contratos de suministro;
- (b) empleados, funcionarios y miembros del Directorio;
- (c) prestamistas, asesores legales, auditores, aseguradoras, asesores financieros y otros asesores profesionales de Bitfarms;
- (d) las partes de una negociación;
- (e) sindicatos y asociaciones industriales;
- (f) organismos gubernamentales y entes reguladores no gubernamentales; y
- (g) agencias de calificación de riesgo (siempre que la información se divulgue con el fin de colaborar con la agencia para formular una calificación crediticia y las calificaciones de la agencia se encuentren, en la actualidad o en el futuro, disponibles para el público en general), (denominadas, en forma conjunta, “Divulgación exceptuada”).

Sin embargo, y tal como se señaló anteriormente, esta excepción a la divulgación de información privilegiada no se aplicará si la persona que propone hacer la divulgación sabe, o debería saber, que como consecuencia de la Divulgación exceptuada a la parte implicada, dicha parte podría:

- solicitar, adquirir o enajenar Títulos valores, o celebrar un acuerdo para solicitar, adquirir o enajenar Títulos valores;
- inducir a que otra persona solicite, adquiera o enajene Títulos valores, o celebre un acuerdo para solicitar, adquirir o enajenar Títulos valores, en incumplimiento de las prohibiciones pertinentes sobre operaciones con información privilegiada; o
- celebrar un acuerdo con el objetivo de llevar a cabo alguno de los actos mencionados anteriormente.

6.4 Informes sobre operaciones con información privilegiada - Requisitos de las Leyes sobre Títulos Valores de Canadá

De conformidad con la legislación canadiense sobre títulos valores, sin perjuicio de determinadas excepciones, las personas con acceso a información privilegiada consideradas personas con obligación de informar de Bitfarms (según se define en el Anexo “A”) deben presentar un informe inicial sobre las operaciones con información privilegiada dentro de los diez (10) días posteriores a convertirse en personas con obligación de informar. Dicho informe se presentará de manera electrónica a través del Sistema de Divulgación Electrónica, por parte de personas con acceso a información privilegiada (“SEDI”) en www.sedi.ca.

Estas personas con obligación de informar también deben, con sujeción a determinadas excepciones, completar un informe sobre operaciones con información privilegiada en el sistema SEDI dentro de los cinco (5) días de producido un cambio en: (i) el beneficiario final, el control o la dirección, ya sea directa o indirecta, de los Títulos valores de Bitfarms; o (ii) un interés, derecho u obligación vinculado con un Instrumento financiero relacionado que afecte a un Título valor de Bitfarms.

Las personas con obligación de informar deben además completar un informe sobre operaciones con

información privilegiada dentro del término de cinco (5) días calendario, si dicha persona suscribe, modifica sustancialmente o rescinde un contrato, acuerdo o entendimiento, el cual (i) tiene el efecto de alterar, en forma directa o indirecta, su exposición económica con Bitfarms; o (ii) se relaciona, en forma directa o indirecta, con un Título valor de Bitfarms, o con un Instrumento financiero relacionado que afecte a un Título valor de Bitfarms.

Cada una de estas personas tiene la responsabilidad de crear y mantener su perfil SEDI, y de realizar las presentaciones necesarias. No obstante, Bitfarms puede ayudar a estas personas con acceso a información privilegiada a efectuar las mismas presentaciones, siempre que las mismas proporcionen de manera oportuna, la información necesaria al Director de Cumplimiento y/o al Vicepresidente y al Secretario de la empresa.

Una persona que no pueda determinar su carácter de persona con información privilegiada o su elegibilidad para obtener una exención a estos requisitos debe comunicarse con el Director de Cumplimiento.

7. Pautas

7.1 Períodos durante los cuales está prohibido operar para funcionarios, miembros del Directorio y empleados

El período que comienza el decimoquinto día en el cual la Bolsa de Valores de Canadá (TSX) está abierta para operar (un "Día bursátil"), posterior al cierre de un trimestre fiscal o ejercicio fiscal, y que finaliza dos Días bursátiles (según se define en el párrafo 6.1 de esta Política) luego de la fecha de divulgación pública de los resultados financieros de dicho trimestre (o ejercicio fiscal) (un "período sin operaciones" o "período durante el cual está prohibido operar") es particularmente sensible, ya que es común que los miembros del Directorio, funcionarios y ciertos empleados posean información privilegiada no pública sobre los resultados financieros esperados del trimestre y del cierre de año.

Por lo tanto, a fin de garantizar el cumplimiento de la presente Política y de las Leyes aplicables, todos los miembros del Directorio, funcionarios y empleados se abstendrán de realizar actividades bursátiles que se relacionen con Títulos valores de Bitfarms durante los Períodos sin operaciones.

Ocasionalmente, Bitfarms puede además establecer períodos adicionales de restricciones bursátiles para miembros del Directorio, funcionarios, empleados seleccionados, consultores y contratistas, entre otros, debido a la existencia de información privilegiada no pública ("**Período durante el cual está prohibido operar**"). En caso de que se inicie un período sin operaciones o un período durante el cual está prohibido operar, el Director de Cumplimiento difundirá un aviso para suspender las operaciones de compraventa de Títulos valores de Bitfarms, en el cual se solicitará a dichas personas a que no participen en ninguna operación de compraventa de títulos valores de Bitfarms hasta nuevo aviso.

Incluso fuera de los Períodos durante los cuales está prohibido operar, cualquier persona que posea información privilegiada no pública sobre Bitfarms no debe participar en ninguna transacción relacionada con títulos valores de Bitfarms hasta los dos días bursátiles después de la fecha en que se haya divulgado públicamente dicha información. Se espera que todos los miembros del Directorio, funcionarios, empleados y otras personas utilicen su criterio para interpretar la presente Política y extremen las precauciones. En caso de duda, dicha persona debe comunicarse con el Director de Cumplimiento.

En momentos específicos, el Directorio de Bitfarms puede otorgar una compensación a largo plazo en

virtud del plan de incentivos a largo plazo de Bitfarms, o por otros medios. En ninguna circunstancia, se otorgarán compensaciones a largo plazo relacionadas con títulos valores de Bitfarms durante la vigencia de un Período en el cual está prohibido operar o un Período sin operaciones. En caso de vencimiento de opciones u otras compensaciones a largo plazo relacionadas con títulos valores, durante un Período en el cual está prohibido operar o período sin operaciones, dicha fecha de vencimiento se extenderá según lo dispuesto en el Plan de incentivos a largo plazo de Bitfarms, o en cualquier otro plan que rijan los asuntos relacionados con compensaciones de títulos valores, según corresponda.

7.2 Aprobación previa de operaciones

Antes de iniciar cualquier operación con títulos valores de Bitfarms, cada miembro del Directorio, funcionario o empleado de la empresa sujeto a la presente Política debe comunicarse con el “Comité de Aprobación” (clearancecommittee@bitfarms.com) y obtener su aprobación. Dicho Comité estará conformado por el Presidente del Directorio, el Director Financiero, el Vicepresidente y el Secretario de la empresa. Se evaluará cada transacción propuesta para determinar si genera problemas respecto del uso de información privilegiada u otras cuestiones en virtud de las leyes, normas y reglamentaciones aplicables sobre títulos valores. La aprobación de una transacción será válida por un período a ser determinado por el Comité de Aprobación, o hasta el inicio de un nuevo período, en el cual esté prohibido operar, impuesto sobre todas o ciertas personas que se detallan en el párrafo 7.1 anterior.

7.3 Operaciones de compraventa a corto plazo

Bitfarms recomienda que, salvo durante el ejercicio de una opción, las personas con acceso a información privilegiada no compren ni vendan sus Títulos valores dentro del mismo plazo de seis meses.

7.4 Ventas en corto, opciones de compra y venta

Las personas con acceso a información privilegiada no podrán vender “en corto”, vender una “opción de compra” sobre ninguno de los Títulos valores de Bitfarms, ni comprar una “opción de venta”, si no poseen el título exigible o, en el caso de una venta en corto, una opción que sea actualmente convertible.

7.5 Compra de Títulos valores de Bitfarms con margen; Pignoración

Las personas con acceso a información privilegiada no podrán comprar Títulos valores de Bitfarms con margen. Está prohibida la pignoración de valores de la **Empresa** con el propósito para garantizar préstamos, o como garantía en una cuenta de margen.

7.6 Cobertura

Los miembros del Directorio y funcionarios de Bitfarms con acceso a información privilegiada no podrán realizar ninguna transacción que implique la compensación del valor económico de cualquier participación directa o indirecta de dichos miembros del Directorio y funcionarios en Títulos valores de Bitfarms. Esta participación incluye la compra de instrumentos financieros, tales como contratos prepagos a futuro, canjes de acciones (*swaps*), cobertura del riesgo de tipo de interés (*collar*) o unidades de fondos de cambio diseñados para cubrir o compensar una disminución en el valor de mercado de los títulos de renta variable otorgados a tales personas con acceso a información privilegiada, como compensación, o que dichas personas poseen de otro modo en forma directa o indirecta.

8. Posible responsabilidad civil y penal y/o medida disciplinaria

8.1 Responsabilidad por las operaciones realizadas con información privilegiada

De conformidad con las leyes aplicables, las personas con acceso a información privilegiada culpables de realizar operaciones en base a información privilegiada no pública de Bitfarms, pueden estar sujetas a:

8.1.1 Sanciones monetarias por un monto de (i) hasta CAD 5 millones y el triple de cualquier ganancia obtenida o pérdida evitada en Canadá, el monto que resulte mayor; o (ii) hasta USD 1 millón en los Estados Unidos.; y

8.1.2 prisión.

Además, dicha conducta puede someter a Bitfarms o a otros inversores a responsabilidad civil o penal.

8.2 Responsabilidad por la divulgación de información privilegiada

Las personas con acceso a información privilegiada también pueden ser responsables por transacciones inadecuadas realizadas por una persona que divulga información privilegiada (*tippee*), a quien le han divulgado información privilegiada no pública sobre Bitfarms, o a quien le han formulado recomendaciones, o brindado opiniones en base a dicha información.

8.3 Posibles acciones disciplinarias

Cualquier persona que viole la presente Política, estará también sujeta a acciones disciplinarias por parte de Bitfarms. Dichas acciones pueden incluir restricciones sobre la futura participación en planes de incentivos de acciones o la finalización de un contrato laboral.

9. Aplicabilidad de la Política a personas con acceso a información privilegiada respecto de otras empresas

La presente Política y las pautas aquí descritas se aplican también a la Información privilegiada no pública relacionada con otras empresas, incluidos los socios de empresas conjuntas, clientes, vendedores y proveedores de Bitfarms (los “**Socios comerciales**”), cuando dicha información se obtiene en el curso de la relación laboral con Bitfarms, o cuando esta surge de la prestación de servicios en representación de la misma. A los fines de la presente Política, la información sobre los Socios comerciales debe obtener el mismo tratamiento que la información directamente relacionada con Bitfarms.

10. Certificación anual

Todos los miembros del Directorio y funcionarios de Bitfarms, junto con los empleados, consultores y contratistas especificados por el Directorio de Bitfarms, deben proporcionar una certificación anual de cumplimiento de la presente Política en el formulario adjunto al Código de Conducta y Ética Comercial de Bitfarms.

11. Aspectos generales

Ocasionalmente, el Directorio puede permitir que se tomen decisiones que se aparten de los términos de la presente Política de Compraventa de Títulos Valores, ya sea con efecto retroactivo o prospectivo. Los términos de la presente Política no pretenden generar por sí mismos responsabilidad civil por parte de Bitfarms, los miembros de su Directorio, funcionarios o empleados, a algún tercero, incluidos los accionistas,

tenedores de valores, clientes, proveedores, competidores, otros empleados o un ente regulador. Sin embargo, derivará en responsabilidad para Bitfarms.

Fecha:	15 de julio de 2019
Revisión y actualización:	7 de marzo de 2025 (revisiones previas 11 de diciembre de 2023 y 17 de febrero de 2022)
Aprobado por:	El Directorio por recomendación del Comité de Gobernanza y Candidaturas

ANEXO "A"
PERSONAS Y ENTIDADES A QUIENES SE APLICA ESTA
POLÍTICA

"Empleados" significa los empleados de Bitfarms a jornada completa o parcial, contratados o por comisión.

"Persona con acceso a información privilegiada" significa:

- (a) todos los miembros del Directorio, funcionarios, empleados, contratistas y consultores de Bitfarms que hayan recibido o tengan acceso a Información privilegiada no pública (tal como se la define en el párrafo 6.1.), incluidos los familiares directos e integrantes de su hogar, así como asociaciones, fideicomisos, sociedades, sucesiones, planes de ahorro de retiro registrados (RRSP) y entidades similares sobre las cuales cualquiera de las personas mencionadas ejerzan control o dirección;
- (b) un miembro del Directorio o funcionario de una persona o empresa que cuente con información privilegiada de Bitfarms o sea subsidiaria de la Empresa;
- (c) una persona o empresa que:
 - (i) sea beneficiaria final o tenga el control o la dirección, directa o indirecta, de los títulos valores de Bitfarms con más del 10% (diez por ciento) de los derechos de voto respecto de la totalidad de los títulos valores en circulación con derecho a voto de Bitfarms salvo, a los fines de calcular el porcentaje mencionado, cualquier título valor cuya tenencia corresponda a una persona o empresa, en calidad de agente colocador durante el curso de una distribución; o
 - (ii) sea una combinación de beneficiario final y persona o empresa con control o dirección, directa o indirecta, de los títulos valores de Bitfarms con más del 10% (diez por ciento) de los derechos de voto respecto de la totalidad de los títulos valores en circulación con derecho a voto de Bitfarms salvo, a los fines de calcular el porcentaje mencionado, cualquier título valor cuya tenencia corresponda a una persona o empresa en calidad de agente colocador durante el curso de una distribución;
- (d) Bitfarms, si compró, rescató o adquirió de cualquier otra forma un título valor emitido por ella misma, siempre y cuando conserve la tenencia de dicho título valor;
- (e) una persona o una empresa designada como poseedora de información privilegiada en una orden emitida en virtud del artículo 1(11) de la Ley de Títulos Valores de Ontario; y
- (f) una persona o empresa que pertenece a una clase de personas o de empresas establecida en el inciso 40(v) del artículo 143(1) de la Ley de Títulos Valores de Ontario.

"Subsidiaria principal" significa la subsidiaria de un emisor cuyos activos, según se presentan en el balance general auditado o intermedio más reciente del emisor, o en un estado de situación financiera, representan el 30 % o más de los activos consolidados del emisor informados en dicho

balance general o en el estado de situación financiera, según corresponda; o cuyos ingresos, según se presentan en el estado de resultados anual auditado o intermedio más reciente del emisor, o en un estado de resultados integral, representan el 30 % o más de los ingresos consolidados del emisor informados en dicho estado.

“Empresa administradora” significa una persona o empresa constituida o contratada para ofrecer servicios relevantes de gestión o administración para un emisor o una subsidiaria del emisor;

“Funcionario” significa:

- (a) un presidente o vicepresidente del Directorio, un Director Ejecutivo, un Director de Operaciones, un Director Financiero, un Presidente, un Vicepresidente, un Secretario, un Subsecretario, un Tesorero, un Subtesorero y un Gerente general;
- (b) toda persona designada como funcionario en virtud de un estatuto o autoridad similar; y
- (c) toda persona que desempeñe funciones similares a las que normalmente realiza una persona mencionada anteriormente.

“Persona o empresa que tiene una relación especial con un emisor con obligación de informar” significa:

- (a) una persona o empresa con acceso a información privilegiada , o una empresa afiliada o asociada con
 - (i) Bitfarms;
 - (ii) una persona o empresa que considera, evalúa o se propone realizar una oferta pública de adquisición de los títulos valores de Bitfarms, según se define en el Capítulo XX de la Ley de Títulos Valores de Ontario; o
 - (iii) una persona o empresa que considera, evalúa o se propone ser parte de un proceso de reorganización, consolidación, fusión, acuerdo, o de una combinación comercial similar con Bitfarms, o adquirir una porción importante de su bienes;
- (b) una persona o empresa que participa, considera o evalúa o se propone participar en una actividad comercial o profesional con Bitfarms, o en su nombre, o con una persona o empresa descrita en el párrafo (a) (ii) o (iii), o en su nombre;
- (c) una persona que es miembro del Directorio, funcionario o empleado de Bitfarms Ltd., una subsidiaria de Bitfarms o una persona o empresa que controla directa o indirectamente a Bitfarms, o de una persona o empresa descrita en el párrafo (a)(ii) o (iii) o en (b);
- (d) una persona o empresa que tomó conocimiento de un hecho esencial o cambio esencial respecto de Bitfarms, si la persona o la empresa era una persona o empresa de las clases descritas en los párrafos (a), (b) o (c); o
- (e) una persona o empresa que recibe información sobre un hecho esencial o cambio esencial respecto de Bitfarms de cualquier otra persona o empresa descrita en el presente párrafo, lo cual incluye a una persona o empresa de las clases descritas en el presente anexo, quien sabe o debería haber razonablemente sabido, que dicha otra persona o empresa es una persona o empresa con dicha Relación especial.

“Instrumento financiero relacionado” significa un contrato, acuerdo o entendimiento del cual una persona de Bitfarms con acceso a información privilegiada es parte, y cuyo efecto es alterar, en forma directa o indirecta,

- (a) el interés económico de dicha persona en un Título valor de Bitfarms, o
- (b) su exposición económica con Bitfarms.

“Persona con obligación de informar” significa cualquier persona con información privilegiada de Bitfarms si dicha persona es:

- (a) el Director Ejecutivo, Director financiero o Director de Operaciones de Bitfarms, de un accionista importante de Bitfarms o de una subsidiaria principal de Bitfarms;
- (b) un miembro del Directorio de de Bitfarms, de un accionista importante de Bitfarms o de una subsidiaria principal de Bitfarms;
- (c) una persona o empresa responsable de una unidad de negocios, división o función principal de Bitfarms;
- (d) un accionista importante de Bitfarms;
- (e) un accionista importante sobre la base de beneficiario final luego de la conversión de los títulos valores de Bitfarms, y el Director Ejecutivo, Director Financiero, Director de Operaciones y cada miembro de Directorio de dicho accionista importante;
- (f) una empresa administradora que ofrece servicios considerables de gestión o administración a Bitfarms o a una subsidiaria principal de Bitfarms, y cada miembro del Directorio, Director Ejecutivo, Director Financiero y Director de Operaciones y accionista importante de dicha empresa administradora;
- (g) una persona que tiene funciones similares a las funciones de cualquiera de las personas con acceso a información privilegiada descritas en los párrafos (a) a (f) anteriores;
- (h) Bitfarms, si compró, rescató o adquirió de cualquier otra forma un título valor emitido por ella misma, siempre y cuando conserve la tenencia de dicho título valor; o
- (i) cualquier otra persona con acceso a información privilegiada que:
 - en el curso regular de los negocios reciba o tenga acceso a información sobre hechos o cambios esenciales relacionados con Bitfarms, antes de su divulgación al público en general; y
 - directa o indirectamente, ejerza o tenga la capacidad de ejercer poder o influencia considerable sobre los negocios, operaciones, capital o desarrollo de Bitfarms.

“Título valor” se define en el artículo 1(1) de la Ley de Títulos Valores de Ontario e incluye, sin carácter taxativo, todas las acciones, títulos valores convertibles o canjeables, tales como warrants u obligaciones convertibles, opciones, unidades de acciones restringidas, así como opciones de venta, compra, opción u otro derecho u obligación de compra o venta de Títulos valores de Bitfarms, o de cualquier Título valor, cuyo precio de mercado varíe sustancialmente con el precio de mercado de los Títulos valores de Bitfarms.

“Accionista importante” significa una persona o empresa que sea beneficiario final, o con control o dirección, directa o indirecta, o una combinación de beneficiario final, y con control o dirección, directa o indirecta, de los títulos valores de un emisor con más del 10% (diez por ciento) de los derechos de voto, respecto de la totalidad de los títulos valores en circulación con derecho a voto, salvo, a los fines de calcular el porcentaje mencionado, cualquier título valor cuya tenencia le pertenece a una persona o empresa en calidad de suscriptor durante el curso de una distribución.

Se considerará que una empresa es **“Subsidiaria”** de otra cuando: (1) sea controlada por esta última, por esta última junto con una o más empresas, cada una de las cuales está bajo el control de ella, o (3) por dos o más empresas, cada una de las cuales sean controladas por ella; o cuando sea subsidiaria de una empresa que, a su vez, es subsidiaria de la otra. En general, una empresa controlará a otra empresa cuando la primera posea más del 50% de los Títulos valores en circulación con derecho a voto de esa otra empresa.

“Operaciones de compraventa” en Títulos valores se refiere a todas las actividades de inversión sobre las cuales una persona alcanzada por esta Política tiene control o dirección, ya sea para su cuenta personal o en calidad de fiduciario, como en el caso de una sociedad, fideicomiso o albaceazgo. A los fines de la presente Política, tales operaciones de compraventa incluyen la compra o venta de un título valor y la prestación de asesoramiento en materia de inversiones.

ANEXO “B”

EJEMPLOS DE INFORMACIÓN QUE PUEDE SER PRIVILEGIADA

La “Información privilegiada” incluye “hechos esenciales” y “cambios esenciales”. Un “hecho esencial” es un hecho que podría razonablemente tener un efecto significativo en el precio o valor de mercado de los títulos valores de Bitfarms. Un “cambio esencial” es un cambio en los negocios, operaciones o capital de Bitfarms que podría razonablemente tener un efecto significativo en el precio o el valor de mercado de cualquiera de los títulos valores de la Empresa, e incluye la resolución de implementar dicho cambio si la resolución la toma el Directorio o los directivos senior de Bitfarms que consideren que es probable que el Directorio confirme la decisión.

No es posible definir todas las categorías de información privilegiada. No obstante, la información debe considerarse privilegiada si existe una probabilidad razonable de que la misma sea importante para un inversor al tomar una decisión de inversión con respecto a la compra o venta de Títulos valores de Bitfarms.

Entre algunos ejemplos de información privilegiada, se pueden incluir, según las circunstancias:

- (a) los resultados financieros;
- (b) las proyecciones de ganancias o pérdidas futuras;
- (c) el desarrollo de nuevos productos y los desarrollos que puedan afectar los recursos, la tecnología, los productos o el mercado de Bitfarms;
- (d) noticias sobre una fusión, empresa conjunta o adquisición importante;
- (e) noticias sobre la enajenación de activos significativos o de una subsidiaria;
- (f) la quiebra inminente o problemas de liquidez financiera;
- (g) paros laborales significativos u otros eventos que afecten la producción;
- (h) cambios significativos en los precios o acuerdos que puedan afectar los precios;
- (i) conflictos laborales importantes o conflictos con grandes contratistas o proveedores;
- (j) cambios propuestos en la estructura de capital, que incluyen el fraccionamiento de acciones y los dividendos en acciones;
- (k) financiamientos importantes propuestos o pendientes;
- (l) aumentos o disminuciones importantes en el monto en circulación de Títulos valores o de deuda;
- (m) cambios esenciales en la actividad comercial de Bitfarms;
- (n) cambios en los auditores de Bitfarms;
- (o) incumplimientos de obligaciones importantes;
- (p) resultados de temas sometidos a votación de los tenedores de títulos valores;
- (q) transacciones importantes con miembros del Directorio, funcionarios o tenedores de valores principales;
- (r) exposición significativa a litigios debido a litigios reales o inminentes;
- (s) una transacción por la cual la contraprestación a pagar o cobrar representa una proporción significativa del valor contable de los activos consolidados de Bitfarms;
- (t) una recomendación o declaración de un dividendo por parte de Bitfarms;
- (u) una recomendación o decisión de no declarar un dividendo por parte de Bitfarms;

- (v) un cambio esencial en la política contable adoptada por Bitfarms; y
- (w) cambios en el equipo directivo.

Tanto la información positiva como negativa puede ser esencial.